



# Politiser et démocratiser

PAR ANDRÉ VITALIS \*

Informatiser ce n'est pas seulement innover ou rechercher la performance, c'est un choix qui induit des transformations politiques, sociales et culturelles. Contre le fatalisme technologique, A. Vitalis propose la mise en place d'un contrôle démocratique des décisions..

**L**A PROBLÉMATIQUE *informatique et libertés* née dans un contexte d'informatisation limitée, si elle reste toujours valable, n'est plus suffisante dans un contexte d'"informatisation de la société". Il ne s'agit plus seulement dans ce dernier cas, de préserver une vie privée menacée par l'automatisation des fichiers de personnes, mais d'orienter et de maîtriser un phénomène de fond susceptible de modifier les manières de raisonner, les styles d'action et l'équilibre des pouvoirs. Certaines dispositions de la loi du 6 janvier 1978 concernant l'automatisation de la décision ou l'accès aux raisonnements mis en œuvre par la machine, ont une portée qui dépasse les frontières de la vie privée. Cependant, pour l'essentiel, cette loi reste marquée par une approche défensive et individualiste, focalisée sur les problèmes de confidentialité. Si l'on veut véritablement, comme le proclame son article I "*mettre l'informatique au service de chaque citoyen*", une approche plus dynamique et collective est nécessaire. Il ne suffit plus, en effet, de corriger les effets pervers d'une décision d'informatisation mais il faut intervenir plus en amont, au

moment même des choix, afin qu'ils soient effectués en tenant compte de valeurs et paramètres sociaux différents et non pas à partir des seules considérations d'efficacité et de performance. De même, le cercle des décideurs doit être élargi, une commission nationale de dix-sept membres étant manifestement insuffisante. La société informatisée qui point à l'horizon ne sera une société de libertés que dans la mesure où les choix informatiques n'auront pas été pris en fonction des seuls impératifs économiques, ni laissés à la seule appréciation d'une élite technicienne même contrôlée et, au besoin, corrigée par la CNIL. En d'autres termes, une maîtrise globale sociale véritable passe par une politisation et une démocratisation des choix informatiques<sup>1</sup>.

**\* Docteur en sciences politiques, maître de conférence à l'université de Nantes, auteur d'*Informatique, pouvoir et libertés* (Economica 1988), dont cet article est extrait.**

<sup>1</sup>. cf sur ce point, H. Maisl et A. Vitalis : *Les libertés : enjeu d'une société informatisée*, in *Etudes*, avril 1985.

Politiser le choix informatique, c'est prendre au sérieux la capacité structurante de ce choix et donc, adopter tel type de matériel, de configuration, de réseau ou d'application, après avoir considéré les différentes conséquences qui en résulteront, à partir d'une analyse en termes d'avantages/inconvénients. Cette politisation permettrait, dans bien des cas, de relativiser la prouesse technique ou l'innovation. Un exemple illustre parfaitement cette idée. En 1979, l'administration des télécommunications décide d'expérimenter un réseau multiservices en fibres optiques qu'elle devait mettre en place en 1984 à Biarritz. Le choix est fait d'une architecture centralisée, afin de permettre un paiement de l'abonné à l'émission, ce qui apparaîtrait comme une innovation majeure par rapport aux formules existantes. Ce choix est pourtant mauvais si on considère le critère de confidentialité puisque ce système donne la possibilité de connaître, à chaque instant, et de mémoriser les choix de programmes effectués par les abonnés. La décision prise est d'autant plus arbitraire que d'autres systèmes, fondés sur la carte à mémoire, permettent ce paiement à l'émission, tout en respectant la confidentialité des choix. La CNIL consultée en 1986 a donné un avis favorable sur cette expérience avec une réserve de principe et le regret « *de ne pas avoir été consultée au moment du choix des techniques retenues, celles-ci comportant des risques certains pour la protection des libertés individuelles, alors que d'autres solutions auraient pu apporter de meilleures garanties tout en parvenant aux mêmes résultats* »<sup>2</sup>. On le voit, une option fondamentale a été prise ici à travers la mise en place d'un système technique, les garanties et l'encadrement juridiques ultérieurs ne pouvant, si on peut dire, que limiter les dégâts<sup>3</sup>.

## L'informatique c'est politique

On n'a pas encore suffisamment pris la mesure de la non-neutralité du choix technique. Comme le fait remarquer N. Postman, « *la conscience publique n'a pas encore assimilé le fait que toute technique est porteuse d'une idéologie, alors que, devant nos yeux, les nouvelles techniques ont transformé tous les aspects de la vie au cours des quatre-vingt dernières années... Ne pas avoir conscience qu'une technique arrive équipée d'un programme de changement social, maintenir que la technique est neutre, penser que la technique est toujours l'amie de la culture est, à cette heure tardive, de la stupidité pure et simple* »<sup>4</sup>. Le domaine de l'information et de la communication est, par nature, un domaine particulièrement sensible. L'informatique en tant que nouveau moyen de représentation, en tant que « *technologie de l'intellect* » pour reprendre la formule de J. Goody, comporte des enjeux culturels passés généralement sous silence. On considère trop souvent l'information comme une chose et l'informatique comme un support neutre, seule-

ment plus performant. En réalité, l'information traitée par la machine présente une spécificité, ainsi la non-ambivalence des langages qu'il serait particulièrement utile de définir dans l'univers multimédia qui est le nôtre. Il en va de la justesse et de la pertinence des applications. Ainsi, l'on a constitué des banques de données pour obéir à l'impératif de modernisation ou pour rattraper le retard par rapport aux Etats-Unis, en oubliant de s'interroger sur le type de mémoire que représentent ces banques et la nature exacte des services qu'elles peuvent apporter. On a construit des grands et beaux systèmes mais, en maints endroits, sans utilité réelle<sup>5</sup>.

## Définir les fins avant les moyens

La diversification de l'offre de procédures et de matériels, surtout avec la micro-informatique, est un facteur favorable à une politisation des décisions qui peut emprunter deux modalités. Ou l'on part d'un projet social, d'un projet d'organisation, d'un projet pédagogique et, dans l'éventail d'une offre technique aujourd'hui surabondante, on sélectionne l'outil le mieux adapté ; ou lorsque l'innovation s'impose d'elle-même sans besoin d'autres justifications, avant de l'adopter définitivement, on évalue son impact social à l'aide de toute une batterie de critères. La première modalité, qui paraît être la plus raisonnable, a peu de chance dans l'immédiat d'être retenue, dans la mesure où elle va à l'encontre de la logique d'une société technicienne où l'ordre fin/moyen est inversé. J. Ellul voit dans la nouvelle donne technologique, notamment dans la micro-informatique, un formidable moyen de réaliser une véritable révolution sociale. Encore faut-il, précise-t-il, que la machine soit mise au service d'un projet social défini préalablement avec quelque consistance<sup>6</sup>. Et c'est là, manifestement, que le bât blesse... La seconde modalité fondée sur la notion d'évaluation sociale semble, pour l'instant, plus réaliste. Ainsi, R. Kling ne propose-t-il pas moins de douze critères pour évaluer l'intérêt social de l'adoption d'un système dans une entreprise : le respect de la confidentialité mais aussi la qualité de la vie au travail, la construction sociale de la vie du groupe, le pouvoir et le contrôle, la dépendance vis-à-vis de ressources et de fournisseurs spécialisés, l'intelligibilité des dispositifs sociaux et techniques, la structure de l'emploi, la concordance entre le dispositif technique et la culture de l'organisation, l'égalité des bénéfices reçus et des coûts sociaux supportés, l'idéologie, les univers sociaux des participants et les coûts sociaux dérivés<sup>7</sup>. Si on applique tous ces critères, il est clair que certaines informatisations doivent être remises en cause ou ajournées ! L'évaluation doit naturellement être le fait d'une expertise indépendante. Après les Etats-Unis, la France a créé en 1983 un Office des choix scientifiques et technologiques afin d'éclairer le Parlement, lors de débats importants et difficiles. Une voie prometteuse a été ainsi ouverte qui, il faut bien

<sup>2</sup>. Délibération 86-92, 8 juillet 1986, CNIL, 7<sup>e</sup> rapport d'activité - La Documentation française, 1987, p. 366.

<sup>3</sup>. Des applications nouvelles comme la monnaie électronique ou les systèmes interactifs qui, à partir de l'identification de l'individu, personnalisent des actes de la vie quotidienne qui se fondaient jusqu'alors dans l'anonymat.

<sup>4</sup>. Se distraire à en mourir, Flammarion, 1986.

<sup>5</sup>. Alors que la France possède désormais 10 à 15 % du stock mondial de données informatisées, elle ne consomme que 1 % du temps machine consacré à l'utilisation de ces banques. Ph. Lemoine, Les technologies d'information. Enjeu stratégique pour la modernisation économique et sociale - La Documentation française, 1983.

le dire, n'a pas pour le moment été empruntée. Les conséquences d'une innovation étant imprévisibles, l'évaluation ne peut être faite, dans bien des cas, qu'après une expérience qui aide à les découvrir. Il ne faut pas cependant, comme cela s'est produit en matière de télématique, sous prétexte d'expérimentation, mettre en place des opérations qui engage l'avenir de manière irréversible. Plus que d'expérience, il s'agit alors de la réalisation de la première tranche d'un programme d'équipement. Un statut juridique de l'expérimentation serait souhaitable qui fixerait sa durée et sa portée et exigerait, lors de la décision définitive, la prise en considération des conclusions d'une évaluation indépendante.

La domestication politique et sociale de l'informatique nécessite, en second lieu, une démocratisation des choix. Dans la mesure où ces choix affectent la vie quotidienne de chacun, ils ne doivent pas être laissés à la discrétion d'une mince élite. Il s'agit ici de mettre un terme à une conception saint-simoniste du changement, à un réformisme technocratique qui impose à la grande masse une modernisation par le haut. Cette idée est complémentaire de l'idée de politisation dans la mesure où l'on peut estimer que seule, l'intervention d'un plus grand nombre de personnes dans le processus décisionnel, est de nature à contrebalancer le poids des considérations administratives et commerciales. En 1970, le Parlement, saisi, a refusé la création d'un fichier national de santé, certainement utile, mais qu'il a jugé trop dangereux au regard des libertés individuelles. Il a donné son accord à la création d'un fichier des conducteurs, mais sous réserve qu'intervienne un certain nombre de garanties pour les personnes fichées. Par la suite, c'est en évitant tout débat que des systèmes comme SAFARI ou GAMIN ont pu être mis en place. Diverses modalités sont possibles dans l'organisation d'un contrôle collectif. L'important est qu'un débat ait lieu avant l'adoption définitive d'un système qui, selon la nature des projets, concerne le Parlement, les organes délibératifs des collectivités locales ou les conseils d'administration. Pour nourrir le débat et éviter une trop grande dépendance à l'égard des propositions des promoteurs de systèmes, l'assistance d'une expertise indépendante est nécessaire. La création, auprès du Parlement, d'un Office des choix scientifiques et technologiques répond à cette nécessité. Dans le monde du travail, les lois Auroux

ouvrent la voie à la négociation en prévoyant la consultation obligatoire du comité d'entreprise lors de l'introduction de nouvelles technologies ayant des conséquences sur l'emploi, la qualification, la rémunération, la formation ou les conditions de travail du personnel. Cette consultation pourrait être utilement étendue aux associations d'usagers et de consommateurs. Des formules plus directes peuvent être préférées, comme l'information préalable du public avant tout début de réalisation ou sa par-



ticipation à la décision, par le recours d'une procédure référendaire.

En ces temps de crise et de compétition économiques, c'est davantage le développement de l'informatisation qui est à l'ordre du jour que son contrôle. Pourtant, comme le fait remarquer Busori, « une seule chose est pire que de vouloir s'opposer au progrès, c'est de vouloir s'y jeter tête baissée ». Un développement insuffisamment contrôlé constitue, en effet, pour des gains incertains, une grave menace pour les libertés et, plus généralement, l'organisation et les valeurs sociales. Sous peine d'être transformée, à son insu et dans un sens non désiré, la société doit fixer des limites et peser de tout son poids au moment des choix. Il y a ici en germe toute une nouvelle conception du débat politique. Dans tous les cas, l'innovation informatique doit être accueillie d'un regard soupçonneux. A l'heure où l'imprévisibilité devient la règle, il faut se débarrasser au plus vite de l'idée trop complaisamment entretenue de fatalisme technologique.

<sup>6</sup>. J. Ellul fait cinq propositions : reconversion de la puissance productive au profit des déshérités, choix de la non-puissance et démantèlement des bureaucraties, diversification dans tous les domaines, réduction du temps de travail et nouvelle répartition des richesses. Changer de révolution. L'inéluctable prolétariat - Seuil, 1982.

<sup>7</sup>. Bulletin de liaison du CREIS, n° 2, novembre 1986.